



AGIR DANS LE 06

TOUS EN GREVE LE 7 FEVRIER 2019 !

Dans le cadre de la semaine d'actions « DGFIP morte » décidée au niveau national, les organisations syndicales FO, Solidaires et CGT du département, **ont décidé de faire du jeudi 7 février le point d'orgue de ce mouvement.**

Dans de nombreux départements, des actions de grève et de blocage ont déjà eu lieu.

D'ores et déjà, le site de Cagnes sur Mer, réuni en AG le 31 janvier, a voté la grève et un blocage du site ce jour-là.

A notre demande, nous avons été reçus par le DDFIP pour évoquer avec lui plusieurs sujets dont la fameuse « géographie revisitée ». Il nous a confirmé que la bonne « maille » des services se situait à environ 50-60 agents, ce qui aboutirait, pour notre département **à un maximum de 4 SIP et 4 SIE au lieu de 11 (SIP) et 10 (SIE) actuellement.** Pour autant, ce schéma n'est pas figé, les évolutions de nos missions (suppression totale de la TH ou non, cadastre, etc.) pourraient conduire à un nombre d'implantations inférieures.

Une réflexion est également menée avec les élus locaux afin de « réinvestir la ruralité » par le biais des 29 points de contact (Maison de Services Au Public, Maison Du Département) existants à ce jour.

Ce système de « front office » fonctionnerait avec une partie des agents des trésoreries qui seraient fermées d'ici là, et qui tourneraient sur plusieurs de ces « Maisons ». Le « back office » quant à lui, serait assuré par des personnels dans une structure regroupant plusieurs anciens services.

Sur le projet d'agences comptables, le directeur nous a affirmé qu'à ce jour, aucune collectivité ne s'est montrée preneuse de cette offre de service en l'état des textes actuels (transfert de la masse salariale sans compensation).

Néanmoins, il n'a pas exclu une évolution des textes de lois rendant obligatoire cette mesure.

De plus, dans le climat social actuel (mouvement des gilets jaunes etc...), les préfets (département et région) et élus locaux ont d'autres priorités.

Pendant ce temps, le gouvernement poursuit sa politique de destruction d'emploi public (50 000 suppressions prévue dans la Fonction Publique d'État d'ici la fin du quinquennat) dont la DGFIP, et tout particulièrement le département des Alpes Maritimes, seront les plus gros contributeurs. De plus, nous avons appris que la DGFIP serait éligible au RIFSEEP au 01/01/2020.

A l'instar de ce qui se passe aux quatre coins du pays, nous ne pouvons pas nous permettre de rester sans réaction face à ce rouleau compresseur.

**Les organisations FO, Solidaires et CGT du 06
vous appellent toutes et tous
à la grève le 7 février 2019 !!!
Faisons de cette date une journée « DGFIP morte » !**